



Conseil Economique
et Social

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1997/SR.3
14 mars 1997

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Cinquante-troisième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 3ème SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 11 mars 1997, à 15 heures

Président : M. SOMOL (République tchèque)

SOMMAIRE

Organisation des travaux de la session (suite)

Question de la violation des droits de l'homme dans les territoires arabes
occupés, y compris la Palestine

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus des séances publiques de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la clôture de la session.

La séance est ouverte à 15 h 15.

ORGANISATION DES TRAVAUX DE LA SESSION (point 3 de l'ordre du jour) (suite)
(E/CN.4/1997/3, 11 et 98 et Add.1; E/CN.4/1997/L.2)

1. M. CHIFAMBA (Zimbabwe) dit qu'en raison de la polarisation des vues dans le passé, le débat a eu tendance à tourner à l'affrontement mais que la Commission devrait désormais s'inspirer du principe de coopération pour la promotion des droits de l'homme. Ses membres devraient penser, parler et agir de façon positive pour faire avancer la cause des droits de l'homme et s'efforcer de réaliser un équilibre dans le traitement des droits civils et politiques, d'une part, et des droits économiques, sociaux et culturels, d'autre part. Aussi la délégation zimbabwéenne appuie-t-elle le projet de résolution publié sous la cote E/CN.4/1997/L.2 et dont l'adoption contribuera à favoriser la transparence et à garantir que toutes les décisions et résolutions adoptées refléteront l'éventail de vues le plus large possible.

2. En conduisant ses débats dans un esprit de consultation et de coopération, la Commission sera à même de mener à bien ses travaux dans les délais impartis et d'une manière fructueuse. A ces fins, M. Chifamba prie le secrétaire de la Commission de veiller à ce que tous les projets de décisions et de résolutions soient distribués aussitôt après avoir été soumis au secrétariat.

3. M. THINLEY (Bhoutan) dit que la délégation bhoutanaise souscrit à la déclaration faite par le représentant de la Malaisie au nom du Groupe asiatique, s'agissant notamment de la nécessité de veiller à ce que les séances commencent à l'heure, que les délais soient rigoureusement respectés et les délégations incitées à intervenir sur des questions groupées. Il conviendrait d'éviter, si possible, les séances de nuit. La délégation bhoutanaise estime par ailleurs qu'à la faveur d'un processus effectif de rationalisation la Commission pourrait, sans aucunement nuire à son importance et son efficacité, écourter la durée de ses sessions.

4. Comme de nombreuses autres délégations, la délégation bhoutanaise est préoccupée par la politisation, la sélectivité, la subjectivité et le manque de transparence qui entachent l'examen des diverses questions par la Commission et le conduisent bien trop souvent à l'affrontement. La question de savoir si la polarisation entre des camps apparemment opposés est chose voulue a moins d'importance que l'omniprésente suspicion qu'elle engendre. Il faudrait adopter des mesures rectificatives pour rendre l'environnement de la Commission plus agréable et plus propice à la coopération et à des efforts harmonieux.

5. Comme elle l'a indiqué à la précédente session, la délégation bhoutanaise souhaite vivement que toutes les décisions de la Commission aussi bien sur des questions thématiques que sur des questions concernant expressément tel ou tel pays soient prises sur la base du consensus. La persuasion amicale et collective devrait remplacer la contrainte froide et souvent dommageable, et la Commission devrait rechercher l'assentiment et la coopération des parties intéressées au lieu de les condamner.

6. Pour conclure, M. Thinley, rappelant que le Bhoutan a été le premier pays où le Haut Commissaire aux droits de l'homme s'est rendu en prenant ses fonctions, exprime à M. Ayala Lasso sa profonde gratitude pour les efforts qu'il a déployés durant l'exercice de son mandat.

7. M. HYNES (Canada) dit que la délégation canadienne aborde avec deux préoccupations fondamentales la question de la manière dont la Commission dirige ses débats. La première est de développer et renforcer les institutions et mécanismes des Nations Unies pour la promotion et la protection des droits de l'homme. La délégation canadienne s'est toujours efforcée de parvenir à un consensus sur ces questions, généralement avec succès.

8. La deuxième préoccupation est de faire en sorte que ces institutions et mécanismes, y compris le pouvoir qu'a la Commission d'adopter des résolutions, soient mis à contribution dans la réalité. La délégation canadienne partage l'avis des intervenants qui ont souligné l'intérêt qu'il y avait à s'assurer de l'accord le plus large possible - et autant que faire se peut d'un consensus - sur les résolutions de tous types, y compris celles concernant les situations des pays. Mais en cas d'impossibilité de parvenir à un accord, la Commission ne doit pas se soustraire à son obligation d'agir. Décliner ainsi sa responsabilité équivaudrait à omettre de s'acquitter de son mandat et à trahir la confiance que les citoyens de tous les pays, et surtout les victimes de violations des droits de l'homme, ont en elle.

9. Dans ce contexte, la délégation canadienne est disposée à examiner les moyens d'améliorer les méthodes de travail et d'élaboration des décisions de la Commission. Une décision formelle confirmant la pratique établie de recherche d'un consensus sur les décisions semble superflue, et une telle décision pourrait intrinsèquement comporter un risque d'inélasticité. D'autres suggestions intéressantes, dont certaines faites par le Groupe asiatique, méritent d'être analysées plus avant, et la délégation canadienne s'engage à coopérer pleinement à l'examen de ces questions dans tout cadre que le Président jugera approprié.

10. En concluant, et se référant à l'échange de vues qui a eu lieu à la précédente séance à l'occasion de la déclaration du Ministre des affaires étrangères de la Suède, la délégation canadienne fait siennes les vues émises par les représentants de l'Allemagne et des Pays-Bas. Toutes les délégations ont droit à la liberté d'expression, y compris le droit de marquer leur désaccord avec les vues d'autres délégations, mais ce droit ne doit pas porter atteinte à la liberté d'expression d'autrui. M. Hynes exhorte toutes les délégations à traiter les hôtes de la Commission avec tout le respect qui leur est dû.

11. M. KRAVETZ (El Salvador) dit qu'en ce qui concerne les méthodes de travail, la Commission devrait, toutes les fois que cela est possible, s'efforcer de parvenir à un consensus, conformément à sa pratique dans le passé. Les séances devraient commencer à l'heure et les intervenants se concentrer sur des questions spécifiques et faire preuve de concision.

12. M. van WULFFTEN PALTHE (Pays-Bas), parlant au nom de sa propre délégation plutôt qu'au nom de l'Union européenne, note avec regret qu'aux suggestions intéressantes et constructives, y compris celles du Groupe

asiatique, faites à la précédente séance et tendant à améliorer les travaux de la Commission, ont succédé les doléances habituelles de politisation, sélectivité, manque de transparence et ainsi de suite, qui ont débouché sur le dépôt du projet de résolution sur l'organisation des travaux (E/CN.4/1997/L.2). Si l'objet de ce projet de résolution est d'assurer que la Commission s'efforcera de parvenir à un consensus, pratique qui a toujours été la sienne, M. van Wulfften Palthe peut sans difficulté l'approuver. Mais malencontreusement, il n'est pas toujours possible de parvenir à un consensus et, en pareil cas, la Commission est obligée de recourir au vote, instrument le plus démocratique à sa disposition.

13. L'esprit d'affrontement dans lequel la question est abordée est d'autant plus regrettable que les auteurs du projet de résolution omettent manifestement de pratiquer ce qu'ils prêchent. Au lieu d'inviter tous les pays ayant rédigé des textes controversés à les rencontrer en vue d'un débat, ils se contentent d'adopter un comportement consistant à s'en prendre aux autres. En tant que membre d'un groupe de délégations engagé depuis octobre 1996 dans des consultations avec tous les groupes régionaux, M. van Wulfften Palthe est déçu de constater qu'il n'a été aucunement fait mention de ces consultations, qui se sont toujours déroulées dans un climat excellent et se sont révélées extrêmement utiles.

14. M. van Wulfften Palthe se demande si les partisans du projet de résolution s'intéressent vraiment à des échanges de ce type. Un intervenant a en fait qualifié le projet de résolution de déclaration politique, commentaire difficilement conciliable avec l'insistance mise par les auteurs sur la nécessité de dépolitiser les travaux de la Commission.

15. Il faut espérer que le débat sera rapidement mené à terme afin que la Commission puisse entreprendre ses travaux dans la plus grande transparence, la consultation et le dialogue.

16. M. CASTRO (Colombie), après avoir rendu succinctement compte de la création d'un bureau du Haut Commissaire aux droits de l'homme en Colombie, indique que ce bureau sera opérationnel très prochainement, une fois que toutes les dispositions auront été prises en vue de sa dotation en effectifs. La création de ce bureau sera un succès s'il adopte une démarche équilibrée, objective et non politisée à l'égard des droits de l'homme. Toute autre approche ne fera qu'empirer une situation déjà difficile. On espère vivement que le bureau gagnera la confiance de toutes les parties au conflit interne du pays afin que les violations des droits de l'homme commises de part et d'autre puissent être détectées et évitées à l'avenir.

17. La création de ce bureau s'inscrit entièrement dans le cadre de la politique du Gouvernement colombien qui vise à remédier à la grave situation des droits de l'homme en Colombie. Cette création représente l'un des moyens dont la coopération internationale peut contribuer au règlement des conflits et marque le résultat éloquent d'une politique de dialogue et de conciliation, selon les termes employés par le Haut Commissaire aux droits de l'homme.

18. Mme CASTRO (Fédération latino-américaine des familles de détenus-disparus), parlant au nom de plus de 90 organisations sociales en Colombie, se réfère à la préoccupation manifestée par le Président de

la Commission à sa cinquante-deuxième session et rappelle que le Haut Commissaire a instamment prié le Gouvernement colombien de créer dans les meilleurs délais un bureau permanent avec le double objectif d'élaborer des programmes de promotion et de protection des droits de l'homme en Colombie et de présenter un rapport analytique à la Commission à sa session en cours.

19. Les organisations sociales en Colombie appuient pleinement l'initiative de créer un tel bureau dans lequel elles voient une contribution notable de la communauté internationale à la lutte contre les violations des droits de l'homme et la violence politique qui découlent du conflit armé en Colombie. Cependant il faut regretter qu'un an après l'adoption de la décision de créer le bureau du Haut Commissaire, et nonobstant la préoccupation manifestée par la Commission, ce bureau ne soit pas encore opérationnel et aucun rapport n'ait encore été établi.

20. La situation des droits de l'homme en Colombie s'est encore aggravée en 1997, et chaque année d'inaction de la part de l'ONU entraîne la mort de plus de 3 000 personnes pour des raisons politiques ou idéologiques, les coupables demeurant impunis, cependant que près de 180 000 personnes ont été déplacées à la suite de la violence politique.

21. Mme Castro invite la Commission à exprimer une nouvelle fois sa vive préoccupation devant la gravité persistante de la situation des droits de l'homme en Colombie. La fédération qu'elle représente appuiera les activités du bureau de toutes les manières possibles; à laisser passer une autre année sans suivre de près la crise, l'ONU se rendrait coupable d'une grave omission.

22. Des difficultés bureaucratiques ou politiques imprévues étant susceptibles de surgir, et certains groupes hostiles à la présence du bureau ayant menacé de le récuser en justice, Mme Castro prie instamment la Commission de désigner une personne compétente qui serait chargée de garantir le fonctionnement du bureau et de veiller à ce qu'un rapport soit établi en temps utile pour la cinquante-quatrième session de la Commission.

23. Mme Castro demande ensuite une minute de silence en hommage à la mémoire de Josué Giraldo Cardona, militant colombien des droits de l'homme qui a été assassiné le 13 octobre 1996.

24. Sur l'invitation du Président, les membres de la Commission observent une minute de silence.

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME DANS LES TERRITOIRES ARABES OCCUPES, Y COMPRIS LA PALESTINE (point 4 de l'ordre du jour) (E/CN.4/1997/13 à 16, 107, 109, 111, 116 et 117)

25. M. HALINEN (Rapporteur spécial), présentant son rapport sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967 (E/CN.4/1997/16), dit que le processus de paix au Moyen-Orient est essentiellement un processus politique et économique qui ne comporte aucun élément clairement défini des droits de l'homme. Les droits de l'homme ne constituent certes pas la raison d'être des Accords d'Oslo ou des négociations dites sur le statut permanent, censées commencer ultérieurement dans la semaine en cours, mais ils ne sauraient être réservés jusqu'à l'issue des négociations, non plus que le processus ne saurait préjuger de l'exercice, dans l'avenir, des droits de l'homme dans les territoires palestiniens.

26. La garantie du respect des droits de l'homme équivaut à l'application intégrale de fait, aussi bien par Israël que par l'Autorité palestinienne, de la législation internationale en matière de droits de l'homme, telle qu'elle est consacrée dans les pactes internationaux et d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme.

27. En tant qu'instance la plus qualifiée pour l'examen des questions de droits de l'homme, la Commission ferait bien de procéder à une évaluation approfondie de ses activités, en s'intéressant tout particulièrement à leur efficacité et leurs résultats. En ce qui concerne l'évolution sur le terrain au cours des dernières années, il conviendrait d'insister sur l'amélioration des méthodes de travail de la Commission, et notamment de modifier quelque peu les fonctions et résolutions dépassées.

28. En sa qualité de Rapporteur spécial, M. Halinen recommande d'aborder l'examen de la situation des droits de l'homme au Moyen-Orient dans un esprit plus ouvert et plus pragmatique. Méconnaître des faits importants ou subordonner leur prise en considération à certaines conditions réduira la possibilité d'améliorer éventuellement l'examen des problèmes liés aux droits de l'homme.

29. La plupart mais non la totalité des problèmes graves liés aux droits de l'homme qui continuent de se poser dans la région ont essentiellement pour origine l'occupation étrangère des territoires palestiniens. Certains de ces problèmes, notamment les colonies, les mesures de bouclage et le traitement des prisonniers et détenus, sont succinctement exposés dans le rapport. Le sort des femmes et des enfants semble être particulièrement préoccupant. Le problème des colonies, aujourd'hui au premier plan de l'attention internationale, pourrait demain être relayé par un autre problème. Le souci de M. Halinen est de veiller à ce que l'intérêt international quotidien conduise à la prévention des violations des droits de l'homme au lieu d'agir au détriment de la situation en la matière.

30. La Commission ne devrait pas se contenter d'examiner les violations mais au contraire centrer son attention sur les voies de recours. Il appartient certes aux gouvernements de jouer un rôle déterminant pour ce qui est d'aboutir à des résultats concrets mais M. Halinen trouve un sujet d'encouragement particulier dans la réaction enthousiaste et impressionnante des organisations non gouvernementales (ONG), d'érudits et de particuliers des deux camps, et se réjouit à la perspective de leur participation active au débat.

31. Malgré des déboires de temps à autre et l'accroissement des tensions, la reconnaissance du fait qu'Israéliens et Palestiniens devront coexister gagne progressivement du terrain. Une action efficace et concertée de la part des parties intéressées aux niveaux bilatéral, régional et mondial s'impose pour centrer l'attention sur les droits de l'homme dans le contexte du processus de paix au Moyen-Orient.

32. M. RAMLAWI (Observateur de la Palestine) dit que, nonobstant les résolutions adoptées successivement par la Commission, la situation des droits de l'homme en Palestine et dans les autres territoires arabes s'est détériorée à la suite de l'occupation israélienne. L'espoir de paix s'est évanoui.

33. La présence militaire israélienne et les activités d'implantation de colonies se poursuivent. Ces activités constituent une grave violation, plus particulièrement, de la quatrième Convention de La Haye de 1907 et de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre (quatrième Convention de Genève) de 1949. Qui plus est, l'implantation de colonies dans le cadre de l'occupation militaire constitue une violation flagrante d'une disposition de jus cogens du droit international concernant l'autodétermination. Cette implantation viole le principe d'autodétermination car elle tend à empiéter sur les territoires palestiniens, à déplacer leurs habitants et à modifier le caractère démographique, géographique et juridique par la force de l'occupation militaire.

34. Dans la ville arabe de Jérusalem, les autorités d'occupation ont décidé de construire 6 500 unités d'habitation destinées à des colons juifs à Jabal Abou Gnim et de retirer les cartes d'identité palestiniennes en vue de judaïser la ville. En vertu d'une décision antérieure, 700 unités d'habitation devaient être construites pour renforcer la colonie de Kadomim près de Naplouse et 600 unités d'habitation à Hébron pour porter à 25 000 le nombre des colons israéliens installés dans cette ville.

35. Les activités d'implantation de colonies constituent également une violation des accords conclus entre l'Organisation de libération de la Palestine et l'ancien Gouvernement israélien, aux termes desquels aucune modification ne devait être opérée à Jérusalem durant la phase transitoire. En fait, le Gouvernement israélien a agi en méconnaissance totale des accords - dont 34 points n'ont pas encore été mis en application - lorsque à une date toute récente il s'est retiré de 9 % seulement des territoires sur la Rive occidentale dont il avait accepté de se retirer.

36. De plus, la Cour suprême de justice d'Israël a autorisé le recours à la torture et à des pressions physiques contre trois citoyens palestiniens durant leur interrogatoire depuis janvier 1996. La Cour suprême a ainsi mis en place un cadre juridique pour la torture qui est pratiquée durant les interrogatoires et dans les prisons depuis 30 ans. Cette légalisation de la torture n'est intervenue qu'en Israël et contre les Palestiniens.

37. Dans l'intervalle, des châtiments collectifs, tels que la destruction de maisons, le déracinement d'arbres fruitiers et le bouclage des territoires palestiniens, continuent d'être pratiqués systématiquement par Israël. Ces châtiments constituent assurément un crime de guerre. De même, l'interruption de l'approvisionnement en fournitures médicales pendant une année entière équivaut assurément à une extermination massive. D'autres actes de génocide encore ont été commis. Comme un journal israélien l'a confirmé, les autorités israéliennes ont, durant les années de l'intifada, infecté 300 enfants palestiniens au VIH en leur injectant le virus.

38. Sauf à mettre un terme à ces violations des droits de l'homme et à d'autres encore exposées en détail dans le rapport du Rapporteur spécial, le processus de paix risque d'être anéanti et la région de retomber dans l'ère des guerres et de l'effusion de sang, ce dont la responsabilité incombera à Israël.

39. M. AL-HUSSAMI (Observateur de la République arabe syrienne) dit que la violation durable des droits de l'homme des citoyens syriens qui vivent dans le Golan ne cessera que lorsque Israël mettra fin à son occupation. Une occupation est par définition nécessairement hostile et discriminatoire; ses effets risquent d'être encore plus néfastes lorsqu'elle est associée à la colonisation comme c'est le cas dans le Golan et d'autres territoires arabes occupés.

40. Le rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés (A/51/99 et Add.1 et 2) confirme que les autorités israéliennes d'occupation resserrent progressivement leur étau autour du territoire et de la population par une série de mesures visant à judaïser et annexer le Golan. Ces mesures consistent notamment en la confiscation de terres, d'exploitations agricoles, de bétail et de biens, en l'expulsion d'habitants et leur remplacement par des colons juifs, en l'extension des colonies et la création de colonies militaires destinées à consolider l'occupation.

41. A l'exception de 5, les 240 villages du Golan ont tous été détruits, et, à l'exception de 20 000, les 160 000 habitants syriens tous expulsés. De plus, la population syrienne subit des pratiques aussi inhumaines que des incursions dans ses foyers, la répression, le terrorisme, la mise en détention, l'emprisonnement, l'isolement d'un village du village voisin, les restrictions au droit de circuler librement, la privation d'eau pour l'irrigation voire d'eau potable, les pressions économiques, les pressions politiques telles que l'adoption forcée de la nationalité israélienne, la destruction de sa culture nationale et de son patrimoine archéologique, le refus de la liberté d'opinion, les persécutions religieuses et une protection sanitaire insuffisante.

42. A l'inverse, le nombre des colonies israéliennes est passé à plus de 40, comptant plus de 15 000 colons qui constituent un instrument odieux et ultra fanatique d'occupation, violateur des droits de l'homme fondamentaux des propriétaires syriens. A cet égard, les paragraphes 720 à 773 et 834 à 838 du rapport du Comité spécial établissent que les pratiques israéliennes dans le Golan sont incompatibles avec les principes fondamentaux du droit international.

43. La cessation de l'occupation est le seul moyen de parvenir à une paix juste et globale dans la région. A défaut, l'agression se poursuivra et l'on assistera à de nouveaux actes de résistance nationale légitime dont les conséquences sont imprévisibles. Le Comité spécial lui-même a déclaré que "contrairement aux attentes, la situation des droits de l'homme s'est nettement aggravée dans les territoires occupés depuis le début du processus de paix". Face à ces éléments de preuve, aux assertions du Premier Ministre israélien selon lesquelles Israël est obligé de rester dans le Golan pour assurer sa propre sécurité, et à l'extension notable des colonies israéliennes, l'on pourrait se demander si le Gouvernement israélien recherche vraiment une paix juste et globale fondée sur le respect des résolutions des Nations Unies et le principe de "la terre contre la paix".

44. La Syrie demeure foncièrement attachée au processus de paix, conformément aux principes et lignes directrices établis à la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient (Madrid, 1991) en vertu desquels Israël devait se retirer de chaque pouce du Golan syrien occupé jusqu'à la ligne qu'il tenait au 4 juin 1967, du Sud-Liban et des territoires palestiniens occupés. La Syrie est prête à reprendre les négociations mais seulement à partir du point où elles ont été suspendues. La proposition israélienne de les reprendre depuis le début, sans conditions préalables, constitue en elle-même une condition préalable vu qu'elle implique la répudiation par Israël des principes directeurs de Madrid.

45. La délégation syrienne soumettra en temps opportun à la Commission un projet de résolution sur le Golan syrien occupé, dans l'espoir qu'il sera adopté.

46. M. van WULFFTEN PALTHE (Pays-Bas), parlant au nom de l'Union européenne et des pays associés de Bulgarie, Chypre, Hongrie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie et Slovénie, dit que si le processus de paix a été entravé par des incidents regrettables, d'autres faits comme le Protocole concernant le redéploiement à Hébron témoignent d'une détermination persistante à le poursuivre. On ne saurait tolérer de stagnation de ce processus; aussi est-il crucial d'abattre les obstacles de la méfiance mutuelle. Ce n'est qu'à cette condition que les Accords d'Oslo pourront être appliqués.

47. Les délégations au nom desquelles M. van Wulfften Palthe prend la parole déplorent qu'aussi bien Israël que l'Autorité palestinienne aient invoqué des considérations de sécurité et d'ordre public pour justifier le recours à la torture et d'autres atteintes graves aux droits de l'homme. Des incidents - détention arbitraire, actes de torture et mauvais traitements infligés à des détenus par Israël - continuent de se produire. De plus, le Gouvernement et le pouvoir judiciaire israéliens ont pris la décision sans précédent de tolérer l'exercice de "pressions physiques" à un degré élevé contre des détenus palestiniens. M. van Wulfften Palthe prie instamment les autorités compétentes de respecter la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

48. De nombreuses autres atteintes aux droits de l'homme commises par les services de sécurité palestiniens ont également été signalées : elles vont de l'arrestation politique arbitraire et de la détention prolongée sans inculpation ou mise en jugement au recours fréquent à la torture et aux mises à mort arbitraires, pour n'en citer que quelques-unes. M. van Wulfften Palthe demande instamment à l'Autorité de mettre immédiatement fin à ces pratiques inadmissibles et de traduire les auteurs en justice. En outre, les deux parties devraient coopérer avec le Rapporteur spécial à la recherche de moyens d'améliorer la situation des droits de l'homme et, partant, les chances d'une paix durable.

49. L'extension continue des colonies israéliennes dans les territoires occupés et la confiscation de terres palestiniennes sont un sujet de grave préoccupation pour l'Union et ses associés. De tels agissements sont contraires au droit international et violent aussi les accords déjà conclus. La confiance dans le processus de paix est subordonnée à un arrêt total des travaux en chantier dans les colonies. Israël devrait s'abstenir de toute action susceptible d'engendrer la méfiance.

50. Un autre sujet de préoccupation est constitué par les difficultés croissantes auxquelles les résidents palestiniens de Jérusalem sont confrontés. Par exemple, ils risquent de perdre leur carte d'identité de Jérusalem s'ils ont la double citoyenneté ou si, bien que satisfaisant aux conditions de résidence antérieure, ils ont vécu ou travaillé pendant des périodes prolongées en dehors de la ville, sur la Rive occidentale ou à l'étranger. Ces tentatives flagrantes de modifier la composition démographique de Jérusalem sont contraires au droit international et présentent une menace pour les négociations sur le statut final des territoires palestiniens.

51. De plus, la fermeture répétée par Israël des frontières de la Rive occidentale et de Gaza avec Israël, la Jordanie et l'Egypte, et les restrictions apportées au droit de circuler librement sur la Rive occidentale et dans Jérusalem-Est, font obstacle à la stabilité et au développement de ces régions. Il faut se féliciter des mesures prises par le Gouvernement israélien pour assouplir ces restrictions, mais cela ne suffit pas pour remédier à la situation économique critique des Palestiniens.

52. L'Union a intensifié son appui au processus de paix, essentiellement par la nomination d'un envoyé spécial, M. l'Ambassadeur Moratinos, dont la mission complète les efforts actuellement entrepris par les Etats-Unis d'Amérique et d'autres. Les Etats membres de l'Union et la Commission européenne se sont également engagés à favoriser le développement socio-économique de la bande de Gaza et de la Rive occidentale. L'engagement de l'Union en faveur du processus de paix est de surcroît attesté par son concours aux efforts pour combattre tous les actes de terrorisme et de violence. L'Union demeure prête à aider les parties dans la tâche difficile qui les attend.

53. M. SHUBAILAT (Observateur de la Ligue des Etats arabes) dit que les principes qui sous-tendent les négociations des pays arabes avec Israël - à savoir, la terre contre la paix et le respect du droit international - demeurent valables malgré le refus d'Israël de mettre en application les accords conclus. Le Gouvernement israélien nouvellement élu veut imposer la paix à ses propres conditions, sans reconnaître ses obligations à cet égard.

54. Plus particulièrement, cinq pratiques israéliennes entraînent des violations des droits de l'homme des populations palestinienne, syrienne et libanaise. Premièrement, le nouveau Gouvernement israélien a omis de s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu des Accords d'Oslo, comme l'attestent son refus intransigeant de retirer ses forces armées des territoires arabes occupés, son manque d'empressement à participer à de nouvelles négociations en vue d'une solution durable et le harcèlement auquel il soumet l'Autorité palestinienne. Deuxièmement, Israël viole le droit international et accroît l'instabilité dans la région en annexant de nouveaux territoires, en étendant ses colonies et en commettant des actes de violence, de répression et d'expropriation. Troisièmement, Israël tente de modifier le caractère de Jérusalem en construisant de nouveaux immeubles et démolissant les anciens, en se livrant à des actes de terrorisme contre les habitants de la ville, en isolant Bethléem de Jérusalem, en créant de nouvelles zones juives sur la Rive occidentale et en expropriant des biens palestiniens à Jérusalem. Quatrièmement, Israël non seulement persiste dans son occupation illicite du Golan syrien mais intensifie son activité dans cette région.

Cinquièmement, Israël a systématiquement refusé de se conformer aux résolutions pertinentes des Nations Unies, notamment la résolution 425 (1978) du Conseil de sécurité relative à l'occupation du Sud-Liban par Israël.

55. Le comportement, les actes et les politiques du nouveau Gouvernement israélien menacent le processus de paix et vont à l'encontre de la volonté de la communauté internationale tout entière. L'allégation selon laquelle des considérations de sécurité expliquent qu'Israël puisse déroger aux principes qui sous-tendent les négociations est sans fondement car la communauté internationale - y compris les peuples arabes - a décidé de rechercher la paix et la sécurité pour tous les habitants de la région en tant qu'objectif stratégique.

56. Israël se trompe en estimant qu'il peut parvenir à la paix sans permettre au peuple palestinien de créer un Etat indépendant avec Jérusalem pour capitale, et sans retirer ses forces militaires du Golan syrien et du Sud-Liban.

57. M. Shubailat invite la Commission à demander instamment à Israël de mettre en application les résolutions pertinentes des Nations Unies en vue de mettre fin aux souffrances des peuples arabes dont les droits de l'homme sont actuellement violés.

58. M. DLAMINI (Observateur du Swaziland) dit que la paix au Moyen-Orient n'est possible que si toutes les parties au conflit respectent à la lettre l'ensemble des accords conclus entre 1991 et 1995. La Commission a l'obligation de reconnaître les signes avertisseurs, et pas seulement au Moyen-Orient, de l'occupation illicite d'un Etat Membre par un autre Etat Membre. A cet égard, l'on constate une tendance alarmante de certains Etats Membres à omettre de respecter la législation nationale d'autres Etats Membres pour le simple motif que ceux-ci ne cherchent pas à imiter la législation étrangère. Cependant la souveraineté nationale peut être violée non seulement par l'occupation mais aussi par la rupture de la paix et l'interruption du développement dans un pays, et la Commission est tenue de condamner sans délai de tels faits.

59. M. Dlamini partage les préoccupations d'autres délégations au sujet des politiques du nouveau Gouvernement israélien, et demande instamment à ce dernier de poursuivre les négociations au lieu de recourir à la force militaire. La Commission devrait analyser la violation des droits de l'homme au Moyen-Orient, et dans d'autres régions également. En particulier, le fait que certaines nations aient autorisé l'acheminement d'armes vers l'Afrique constitue une violation des droits de l'homme car il a causé de nombreux préjudices et décès, notamment au sein des groupes vulnérables tels que les enfants, les femmes et les personnes âgées.

60. M. ABRAM (Congrès juif mondial) dit que le rapport du Rapporteur spécial devrait inciter la Commission à se demander si elle-même agit conformément à la Charte des Nations Unies, qui exige que tous les Etats soient traités sur un pied d'égalité. Encore qu'aucun pays ne puisse présenter un bilan parfait en matière de droits de l'homme, l'institut de recherche "Freedom House" a

récemment inscrit Israël sur sa liste des nations qualifiées de "libres" alors que quelque 60 % des pays membres de la Commission sont répertoriés comme étant soit "partiellement libres" soit "pas libres".

61. Cependant, l'ordre du jour de la Commission a toujours été excessivement centré sur la situation des droits de l'homme en Israël; à la session en cours trois jours seront consacrés à l'examen des violations des droits de l'homme en Israël et cinq jours seulement aux situations dans l'ensemble des autres pays, y compris Israël, qui est associé sous le point 10 de l'ordre du jour à des pays tels que le Rwanda et l'ex-Yougoslavie où les situations sont dramatiques. La situation en Israël sera également examinée au titre du point 7.

62. Le fait de se concentrer sur Israël empêche la Commission d'accorder une attention suffisante à la situation des droits de l'homme ailleurs. Au cours des 30 dernières années, plus de 25 % de ses résolutions réprobatrices ont visé Israël; aucune d'entre elles n'a critiqué Staline, la Révolution culturelle en Chine ou l'apartheid législatif précédemment pratiqué aux Etats-Unis d'Amérique.

63. Le mandat extraordinaire du Rapporteur spécial témoigne du traitement injuste dont Israël est l'objet vu que c'est là le seul mandat de ce type qui soit de durée non limitée et ne doive pas être renouvelé tous les ans. De plus, les conclusions du Rapporteur spécial sont préconçues du fait que son mandat concerne la "violation" (et non la situation) des droits de l'homme dans les territoires arabes occupés.

64. Il conviendrait de modifier ce mandat de manière à y prévoir une enquête sur la situation des droits de l'homme des 98 % de la population palestinienne relevant actuellement de la compétence civile de l'Autorité palestinienne laquelle, selon Amnesty International, est responsable de très nombreuses atteintes aux droits de l'homme. Le Rapporteur spécial a toutefois méconnu ces atteintes, affirmant que l'Autorité palestinienne n'est aucunement tenue en droit de respecter les obligations qui découlent de la législation en matière de droits de l'homme. Ce faisant, il omet de reconnaître que toute autorité est liée par le droit naturel et que l'Autorité palestinienne s'est engagée, dans le cadre de l'Accord d'Oslo II, à respecter dûment les principes internationalement admis relatifs aux droits de l'homme.

65. Par souci d'équité envers Israël et envers les populations qui ont pâti de ces atteintes, la Commission est tenue d'enquêter sur la situation des droits de l'homme dans les territoires sous contrôle de l'Autorité palestinienne dont le pouvoir, à la différence du pouvoir en Israël, n'est pas encore bridé par une presse libre, une magistrature indépendante, une bruyante union pour les libertés publiques ou d'autres défenseurs de la liberté.

66. Le Rapporteur spécial a produit un rapport partial, entaché de nombreuses imperfections, qui illustre les conséquences d'une longue pratique de violation, par la Commission, du principe de l'égalité de traitement de tous les Etats, énoncé dans la Charte. Cette pratique menace de compromettre la crédibilité et la réputation de la Commission.

67. Mme McELREE (Amnesty International) dit qu'Israël, bien que Partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, a effectivement légalisé la torture de trois façons : premièrement, en 1987, il a autorisé le recours, par le service de sécurité générale, à des pressions physiques; deuxièmement, depuis octobre 1994, il a systématiquement prorogé le droit de recourir à des pressions physiques accrues, y compris celui de secouer violemment des détenus; et, troisièmement, en 1996, la Cour suprême a décidé que l'emploi de la force physique contre certains détenus pourrait continuer.

68. Face aux préoccupations exprimées par Amnesty International, le Gouvernement israélien a contesté que ces mauvais traitements constituaient des actes de torture. Mais l'on sait que le fait de secouer violemment des détenus peut les faire sombrer dans l'inconscience voire entraîner leur décès, et des neurologues confirment que cette pratique peut causer des lésions cérébrales voire entraîner la mort, ce qui n'empêche qu'elle reste officiellement autorisée. Le Gouvernement soutient aussi que les détenus sont l'objet d'une surveillance médicale suivie, mais dans un rapport récent Amnesty International a constaté que la torture, les mauvais traitements et l'humiliation infligés aux détenus rendaient la pratique médicale courante dans les prisons inconciliable avec l'éthique médicale. Enfin, Israël a fait valoir que seuls des "terroristes" étaient soumis à la force physique. Mais les instruments internationaux ratifiés par Israël spécifient que la torture et les mauvais traitements ne sont admissibles dans aucun cas.

69. Amnesty International craint que l'acquiescement international à la légalisation effective de la torture, par Israël, ne pervertisse le système de protection internationale des droits de l'homme mis en place par les Nations Unies au cours des cinquante dernières années. Amnesty International engage la Commission à presser le Gouvernement israélien de prendre immédiatement des dispositions pour aligner ses lois et pratiques sur les normes en matière de droit de l'homme qu'elle a librement ratifiées.

70. M. SIDDIQUI (Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH)), parlant également au nom du Centre palestinien des droits de l'homme, dit que l'occupation par Israël des territoires palestiniens offre un cadre à la violation des droits de l'homme du peuple palestinien, comme l'a attesté en septembre 1996 la pire vague de violence que les territoires aient connue depuis la guerre de 1967. Les causes de ces affrontements n'ont aucunement disparu, mais les problèmes sont fondamentaux pour les droits de l'homme du peuple palestinien.

71. Le processus de paix n'a pas rendu les Palestiniens à la normalité et à la liberté. Ils continuent de pâtir de difficultés d'existence, par suite notamment de la capacité qu'a Israël de fermer les frontières de la Rive occidentale et de la bande de Gaza selon son bon vouloir. Les mesures de bouclage total imposées en 1996 ont non seulement apporté des restrictions au droit de circuler librement mais ont aussi empêché l'aide humanitaire de parvenir jusqu'à Gaza.

72. Selon le rapport d'une mission d'enquête de la FIDH, le bouclage a entraîné des violations flagrantes des droits reconnus au peuple palestinien par les Accords d'Oslo et les conventions internationales. Les Palestiniens détenus dans des prisons israéliennes sont soumis à des interrogatoires selon des techniques qui équivalent à des actes de torture mais sont légitimées par Israël bien qu'elles violent les normes en matière de droits de l'homme ratifiées par ce pays. Israël alimente la tension en continuant de confisquer des terres palestiniennes en vue de l'implantation illégale de colonies israéliennes et en se livrant à des actes provocateurs à Jérusalem, au mépris du droit international et de la volonté de la communauté internationale. Le processus de paix est en train d'être sapé par ces actes contre lesquels nul ne proteste.

73. En usant de leur droit de veto dans les débats au Conseil de sécurité sur la question, les Etats-Unis d'Amérique vont à l'encontre des efforts internationaux pour assurer la paix au Moyen-Orient. Le Gouvernement des Etats-Unis tolère même les investissements américains dans les colonies israéliennes implantées dans les territoires occupés, au mépris et du droit international et des accords de paix signés par les Palestiniens et les Israéliens.

74. Bien qu'on soit de même fondé à s'inquiéter vivement de la situation des droits de l'homme dans les régions autonomes, l'Autorité palestinienne s'efforce d'assurer la primauté du droit dans un système judiciaire marqué des stigmates de l'occupation et en état de délabrement, et ne saurait ce faisant se passer de l'appui international. Si l'on tient à ce que les territoires occupés connaissent la paix, il faut garantir les droits de l'homme du peuple palestinien.

75. M. LAMDAN (Observateur d'Israël), exerçant son droit de réponse, dit que l'Observateur de la Palestine a fait honneur à sa réputation d'inexactitude et de manque d'intégrité en affirmant que les autorités israéliennes avaient infecté 300 enfants palestiniens au VIH en leur injectant le virus. Il s'agit là d'un mensonge flagrant et éhonté que les membres de la Commission auront incontestablement à l'esprit en appréciant la partie restante de l'intervention de cet observateur.

76. M. RAMLAWI (Observateur de la Palestine), exerçant son droit de réponse, dit que cette allégation se fonde sur des informations parues dans des journaux israéliens. Si cette allégation est inexacte, il s'en réjouira mais il n'en demeure pas moins qu'Israël est responsable de nombreuses autres violations des droits de l'homme.

77. M. LAMDAN (Observateur d'Israël), exerçant son droit de réponse, dit qu'il est inconcevable qu'une telle fable ait pu paraître dans un journal israélien, à moins que celui-ci n'ait rapporté des élucubrations semblables à celles qui sont périodiquement propagées par les organes d'information arabes. Chacun dans cette salle verra dans cette histoire un mensonge éhonté et le fruit d'un esprit malade.

78. M. RAMLAWI (Observateur de la Palestine), exerçant son droit de réponse, dit que la Commission devrait enquêter sur chaque violation présumée des droits de l'homme, non seulement l'infection d'enfants palestiniens au VIH par injection du virus mais aussi tous les crimes et atrocités dont le Gouvernement israélien est responsable.

79. M. LI Baodong (Chine), exerçant son droit de réponse, dit qu'il regrette qu'à la précédente séance le Ministre des affaires étrangères de la Suède ait abusé de sa qualité d'intervenante hôte pour formuler des accusations sans fondement contre la Chine, en s'en prenant à elle d'une manière qui ne peut être que préjudiciable à la coopération internationale dans les questions des droits de l'homme qu'elle affirme appuyer.

80. La déclaration du Ministre des affaires étrangères de la Suède va à l'encontre de la tendance dominante à la Commission qui est de coopérer plus étroitement et d'éviter l'affrontement. L'égalité et le respect mutuels sont à la base d'une telle coopération, et l'affrontement auquel certains pays se livrent est néfaste. Le respect est un processus à double sens : pour en inspirer, il faut d'abord en témoigner aux autres.

81. M. MOLANDER (Observateur de la Suède), exerçant son droit de réponse, dit que les éminents intervenants hôtes sont en droit de prendre la parole sur l'ordre du jour tout entier de la Commission, y compris le point 10. La liberté d'opinion et la liberté d'expression sont des droits de l'homme fondamentaux et, bien qu'ils ne soient pas toujours respectés dans le monde extérieur, ils devraient au moins l'être aux séances de la Commission.

La séance est levée à 17 h 45.
